

Atelier sur la prospective stratégique
en matière de sécurité alimentaire au Niger

Niamey, 15 et 17 novembre 2022

Rapport de synthèse

**Version finale
20 mars 2023**

Table de matières

Sommaire exécutif

Liste des acronymes

1. Introduction

2. Identification des tendances macro via du « *forecasting* collectif »

3. Facteurs transformationnels dans les régions de Maradi et Tahoua

4. Eléments préliminaires du « *backcasting* »

5. Conclusions

Annexe : Scenarios visuels pour Maradi et Tahoua

Dr. Oliver Jütersonke*
ojutersonke@gmail.com

*Mes remerciements à Florence Afagnibo, à l'ensemble de l'équipe RCO, aux collègues et consultants de la FAO ainsi qu'aux participant(e)s à l'atelier pour leur soutien et leurs contributions tout au long de ce processus pilote. OJ

Sommaire exécutif

Un atelier sur la prospective stratégique en matière de sécurité alimentaire au Niger a été organisé par le Bureau de Coordination des Nations Unies au Niger (RCO) en collaboration avec l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) les 15 et 17 novembre 2022 à Niamey. L'activité s'inspire du Programme commun (« *Our Common Agenda* ») du Secrétaire Général Antonio Guterres, qui prévoit un renforcement des capacités de prospective stratégique au sein du Système des Nations Unies (SNU) et entre autres la création d'un Laboratoire des Nations Unies pour l'avenir (« *Futures Lab* »).

L'initiative accompagne un nouveau Programme phare que la FAO, en collaboration avec d'autres agences des Nations Unies et institutions publiques au Niger, est en train d'élaborer pour donner une forte visibilité au Plan Cadre de Coopération (PCC) 2023-2027 (Pilier 3 sur la « transformation du monde rural et changement climatique »). Le but de cet exercice était d'assister l'équipe du Programme phare dans l'élaboration de ses documents de programmation. Spécifiquement, la réflexion stratégique peut aider à formuler, d'une manière plus précise, la théorie de changement sur laquelle le projet se base, ainsi que son plan de suivi.

Les réflexions de départ se sont focalisées sur « le grand tableau » du Niger d'aujourd'hui. Quelles sont les tendances macro qui marqueraient le pays dans les années à venir, et qui vont continuer à être ou devenir des moteurs de changements qui améliorent ou empirent les conditions sociétales et, plus précisément, la sécurité alimentaire et nutritionnelle ? Les participant(e)s ont été invités à poursuivre ces réflexions en petits groupes, en faisant le tour des cinq thématiques qui font partie de l'outil d'analyse « **STEEP** » : voir les grandes tendances **S**ociétales, **T**echnologiques, **E**conomiques, **E**nvironnementales et **P**olitiques ?

Le Programme phare se focalisera dans un premier temps sur huit communes cibles dans les régions de Maradi et Tahoua. Dans ce contexte, et en se basant sur les tendances élaborées auparavant, les participant(e)s à l'atelier ont mené une discussion approfondie sur les dynamiques et spécificités socio-politiques des deux régions – avec comme objectif d'élaborer, à travers des esquisses des scénarios plausibles, préférables et/ou probables, une liste de facteurs transformationnels qui ont le potentiel de déterminer le « succès » du programme. Chaque facteur est lié à une vision de l'avenir et doit être un facteur que la programmation peut au moins partiellement influencer. Bien que le fil conducteur du Programme phare demeure la gestion des risques liées au changement climatique dans le monde rural, en visant spécifiquement les mesures d'adaptation et prévention face aux cycles saisonniers de plus en plus extrêmes, cinq facteurs ont été retenus par les participant(e)s comme éléments clés dans l'optique de renforcer la sécurité alimentaire et la résilience des communautés rurales :

1. Une meilleure mobilisation et maîtrise de l'eau ;
2. Une amélioration du taux d'alphabétisation (surtout fonctionnelle) ;
3. La transformation numérique inclusive (y compris la mise en valeur d'initiatives de promotion des villages intelligents) ;
4. L'autonomisation et émancipation des femmes ; et
5. Une démonstration aux jeunes, à travers des activités génératrices de revenu ou d'emploi décentes tout au long des chaînes de valeurs, de comment il est possible de « réussir chez soi ».

En dernière étape de l'exercice, les participant(e)s ont abordé le sujet du « *backcasting* » : l'idée de remonter dans le temps afin d'établir des « *milestones* », en s'inspirant des facteurs transformationnels, qui permettent au Programme phare de s'adapter à une vision réaliste de l'avenir. Bien que cette discussion soit restée préliminaire, plusieurs éléments clés sont sortis du débat :

1. La nécessité d'entreprendre un « *mapping* » détaillé des acteurs impliqués dans la mise en œuvre du Programme dans les zones ciblées, y compris une cartographie des grands projets infrastructurels et industriels en cours et/ou prévus à Maradi et Tahoua (par exemple la création des pôles agro-industriels et agroalimentaires prévue par la Présidence de la République) ;
2. Le besoin de renforcer les liens évidents entre les quatre Programmes phares actuellement en phase de conceptualisation – en vue non seulement du fait que plusieurs agences onusiennes figurent dans plus d'un programme, mais surtout en vue des synergies thématiques importantes entre les programmes eux-mêmes (relevé par l'élaboration des cinq facteurs transformationnels ci-dessus) ; et
3. L'importance de renforcer les activités de suivi tout au long de la mise en œuvre du Programme, en capitalisant sur la plateforme d'analyse nationale que le RCO est en train de lancer, et en prévoyant une série d'exercices de prospective stratégique en collaboration avec les équipes des autres Programmes phares.

En conclusion, la discussion a souligné que la prospective stratégique, seule, ne produit pas de stratégie en soi, ni une feuille de route – mais elle peut considérablement améliorer la planification ainsi que la programmation en tant que telle. Ce type d'activité s'inscrit donc pleinement dans le mandat du RCO de promouvoir la **coordination stratégique** des agences onusiennes, et de renforcer la collaboration entre elles. Le « *foresight* », conçu comme processus participatif et inclusif, peut soulever des questions qui ne sont pas posées d'habitude pendant le développement d'un document de projet. Enfin, la prospective stratégique met l'accent sur nos présuppositions (souvent contestables) et nos attentes (souvent exagérées) de la programmation.

Liste des acronymes

3N	Initiative 3N « les Nigériens Nourrissent les Nigériens »
ANSI	Agence nationale pour la société de l'information du Niger
BAD	Banque africaine de développement
DAGE	Direction d'Appui à la Gestion des Etablissements au Niger
FAO	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
FIDA	Fonds international de développement agricole
FPS	Agenda « Femmes, Paix et Sécurité »
ODD	Objectifs de développement durable adoptés par l'Organisation des Nations Unies
ONG	Organisation non-gouvernementale
ONU Femmes	l'Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes
PAM	Programme alimentaire mondial des Nations Unies
PCC	Plan Cadre de Coopération (2023-2027)
PDES	Plan de Développement Economique et Social (2022-2026)
PDI	Personnes déplacées internes
PME	Petites et moyennes entreprises
PMERSA-MTZ	Projet de mobilisation des eaux pour le renforcement de la sécurité alimentaire dans les régions de Maradi, Tahoua et Zinder (de la BAD)
PPP3	Programme Phare du Pilier 3 du PCC
PROMOVARE	Projet de la BAD sur la mobilisation et la valorisation des ressources en eau
PTF	Partenaires techniques et financiers
RCO	Bureau de coordination des Nations Unies (au Niger)
RNA	Régénération naturelle assistée
SNU	Système des Nations Unies
STEEP	Analyse des tendances sociétales, technologiques, économiques, environnementales et politiques
TIC	Technologie de l'information et des communications
UIT	Union internationale des télécommunications
UNPBF	Fonds des Nations Unies pour la consolidation de la paix

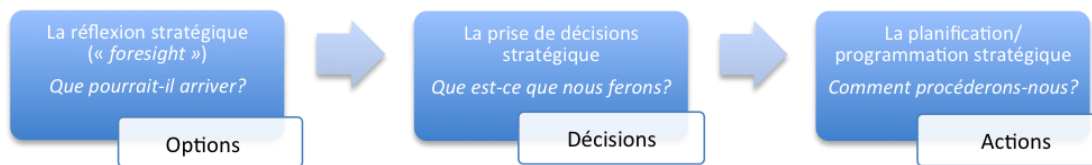
1. Introduction

Un atelier sur la prospective stratégique en matière de sécurité alimentaire au Niger a été organisé par le Bureau de Coordination des Nations Unies au Niger (ci-après RCO) en collaboration avec l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) les 15 et 17 novembre 2022 à Niamey. L'objectif de cette initiative pilote était de s'inspirer des méthodologies de la prospective stratégique pour informer et améliorer la programmation dans le Système des Nations Unies (SNU) au Niger. L'activité s'inscrit dans la vision du Programme commun (« *Our Common Agenda* ») du Secrétaire Général Antonio Guterres, qui prévoit un renforcement des capacités de prospective stratégique au sein de l'organisation et la création d'un Laboratoire des Nations Unies pour l'avenir (« *Futures Lab* »).

L'initiative pilote au Niger est issue d'un accord avec le « *Sustainable Development Goals Fund* » des Nations Unies à New York pour renforcer le RCO dans la mise en œuvre du projet « *Planning to Build Back Better Food Security in Niger* ». Elle accompagne un nouveau Programme phare que la FAO, en collaboration avec d'autres agences des Nations Unies et institutions publiques, est en train d'élaborer pour donner une forte visibilité au Plan Cadre de Coopération (PCC) 2023-2027 (au niveau de son Pilier 3 sur la « transformation du monde rural et changement climatique »).

En s'alignant avec le PCC, le Plan de Développement Economique et Social (PDES) 2022-2026, l'Initiative 3N (« les Nigériens nourrissent les Nigériens »), ainsi que d'autres stratégies et plans nationaux, le projet, intitulé « Amélioration de la sécurité alimentaire et nutritionnelle, et de la résilience face aux chocs naturels et aux changements climatiques au Niger », a pour but de contribuer à l'effet 3 du PCC : « *D'ici 2027, les populations les plus vulnérables, particulièrement les femmes, les filles, les garçons et les personnes avec des besoins spécifiques, améliorent : leur sécurité alimentaire et nutritionnelle, la gestion des ressources naturelles et du cadre de vie, et le renforcement de leur résilience aux changements climatiques y compris dans les zones affectées par les conflits et les catastrophes* ».

Contrairement à la prévision (« **forecasting** »), qui s'appuie sur les données statistiques pour dégager des tendances, la prospective (« **foresight** ») est un processus qui invite à réfléchir sur notre avenir d'une manière ouverte mais structurée. Perçue comme une activité complémentaire au *forecasting*, les méthodes de prospective rendent service à la **réflexion stratégique** dans un contexte institutionnel et sur un thème spécifique, en anticipation de la prise de décisions, suivie par la planification stratégique autour de la mise en œuvre d'un projet ou programme :



Conçu comme un **processus**, un exercice de prospective stratégique est, par essence, **participatif et inclusif** : l'idée n'est pas de « prédire l'avenir », mais de développer, ensemble, des scénarios plausibles sur ce qui peut avoir lieu. Ces scénarios, eux-mêmes renseignés par des tendances démontrables, les connaissances et expertises des participant(e)s, peuvent ensuite constituer le fondement d'une discussion sur comment passer, dans les cinq, dix ou vingt ans, de notre situation actuelle à celle que nous aimerions avoir. A quoi ressemblera une réussite complète de notre projet ou programme ? Quels sont les paramètres (en termes de conditions sociétales) de notre succès ? A la base de cette vision, nous pouvons remonter, étape par étape, à la situation actuelle (le « *backcasting* ») pour affiner nos théories de changement et, enfin, la programmation elle-même.

L'atelier, qui s'est déroulé en deux matinées (huit heures de discussions au total), était structuré autour de quatre « phases » de réflexion (deux phases par matinée). Ces phases ont été établies pour guider la conversation, tout en laissant une marge de manœuvre aux facilitateurs et participant(e)s pour poursuivre librement les discussions. Les quatre phases, dans leur articulation de départ, étaient les suivantes :

Phase 1 : Développement d'une compréhension commune des buts de l'atelier et ses modalités

- Qu'est-ce que la réflexion stratégique dans un contexte de programmation ?
- Quelles sont sa plus-value et ses limites ?
- Comment peut-on utiliser les méthodes prospective pour guider nos réflexions ?

Phase 2 : Identification des tendances « macro » et des moteurs de changement pour le Niger en général

- En utilisant l'analyse « **STEEP** », quelles sont les grandes tendances **S**ociétales, **T**echnologiques, **E**conomiques, **E**nvironnementales et **P**olitiques ?
- Quels sont les indices concrets permettant de confirmer ces tendances (plutôt qu'en nous basant sur nos propres opinions, préjugés et stéréotypes sociétaux sur « les défis actuels » du Niger) ?
- Jusqu'à quel point peut-on affirmer que ces tendances vont continuer, et quel sera leur impact sur la sécurité alimentaire (et

nutritionnelle) dans le pays dans les cinq, dix ou même vingt ans à venir ?

Phase 3 : Focus sur Maradi et Tahoua (les deux régions choisies pour la mise en œuvre du Programme phare)

- Comment les huit communes cibles ont-elles été choisies ? Quelle est la situation actuelle dans les bassins versants de ces huit communes ?
- En vue des scénarios plausibles, préférables et/ou probables, à quoi rassemblera le « succès » de la programmation dans les deux, cinq ou dix ans ?
- Quels sont les facteurs transformationnels prédominants (positifs et négatifs) dans chaque scénario ? Quels sont les facteurs les plus pertinents pour les décisions de mise à l'échelle ?
- Comment peut-on augmenter ou mitiger les effets de ces facteurs dans le temps ?

Phase 4 : Retour au présent (« backcasting »)

- En utilisant le scénario le plus plausible développé en Phase 3, et en remontant dans le temps jusqu'à aujourd'hui : quelles sont les étapes clés (« milestones ») à atteindre pour le Programme phare ?

Le but ultime de cet exercice de prospective stratégique était d'assister l'équipe du Programme phare dans l'élaboration de ses documents de programmation. Spécifiquement, la réflexion stratégique peut aider à formuler, d'une manière plus précise, la théorie de changement sur laquelle le projet se base, ainsi que son plan de suivi (voir Sections 4 et 5 ci-dessous).

L'atelier a été organisé et co-facilité par Mme Florence Afagnibo (*Knowledge Management Senior Analyst*, RCO Niger) et Dr Oliver Jütersonke (conseiller, Genève). Les participant(e)s à l'atelier ont été choisis spécifiquement du fait de leur grande connaissance du contexte socio-politique et économique du Niger, ainsi que pour leurs expériences de la programmation multi-agences. Le nombre de participant(e)s a été intentionnellement limité pour créer les conditions requises à des échanges approfondis dans un processus de rencontre qui souhaite renforcer les relations de confiance entre participant(e)s et co-facilitateurs. Par ordre alphabétique, la liste ultime des participant(e)s est la suivante :

1. Salifou Abdou, Expert gouvernance des OP et gestion des conflits, FAO
2. Adamou Idiguine Amadou, Directeur Diocésain, Caritas Niger
3. Jean-Claude Cigwerhe, Coordonnateur du secrétariat, UNPBF Niger
4. Réki Djermakoye, Directrice, 2MINVEST

5. Oumarou Kinna, Coordinateur National du Programme d'Urgence et d'Assistance Humanitaire, Association pour la Redynamisation de l'Elevage au Niger (AREN)
6. Aissa Ibrahim Moustapha, Deputy Safety Advisor, International NGO Safety Organisation (INSO)
7. Dr. Maharouf Oyolola, Cordonnateur en développement, Economiste, RCO Niger
8. Aminou Tassiou, Ingénieur Agronome, Consultant, FAO
9. Dr. Kaka Adam A. Zakari, Country National Coordinator, Action Contre la Violence et Mouvement Pour La Paix (ACVMP)

Dans les documents de préparation, les participant(e)s ont été informé(e)s que cet atelier ne suivra pas le format typique, avec des conférenciers et des présentations PowerPoint. Au contraire : les participant(e)s ont été vivement encouragé(e)s à contribuer à la discussion d'une manière informelle et continue – en leur demandant de confirmer à l'avance leur présence pour toute la durée de l'exercice (donc durant l'ensemble des deux matinées).

L'atelier s'est tenu sous la règle de *Chatham House*, et le présent rapport n'attribue donc pas les avis partagés aux individus présents. Il n'existe pas non plus d'enregistrement (ni son ni vidéo) de la rencontre. Pour favoriser les échanges constructifs, les participant(e)s ont été encouragés à exprimer leurs opinions ouvertement, de manière concise, et toujours en respectant les perspectives des autres.

Toute opinion exprimée dans ce rapport demeure l'interprétation de la conversation entre participant(e)s par l'auteur (Oliver Jütersonke) ; les points de vue développés ne sont pas nécessairement les avis des participant(e)s, les organisations pour lesquelles elles/ils travaillent, ni celles du RCO Niger.

2. Identification des grandes tendances

Après avoir réitéré les buts de l'exercice et établi la méthodologie à suivre, les réflexions de départ ont porté sur le Niger d'aujourd'hui dans son ensemble. Quelles sont les grandes tendances susceptibles de marquer le pays dans les années à venir ? Existe-t-il des indices (statistiques ou autres) qui peuvent confirmer ces points de vue ? Et jusqu'à quel point peut-on affirmer que ces tendances vont améliorer ou péjorer les conditions sociétales et, plus précisément, la sécurité alimentaire et nutritionnelle ?

Les participant(e)s ont été invités à mener ces réflexions en petits groupes, en faisant le tour des cinq thématiques qui font partie de l'outil d'analyse « **STEEP** », soit les grandes tendances **Sociétales**, **Technologiques**, **Economiques**, **Environnementales** et **Politiques**. Ces cinq catégories, bien évidemment, ne s'excluent pas mutuellement et ne sont pas exhaustives, mais constituent une manière pragmatique de structurer la réflexion à ce stade de l'exercice.

Récapitulation des tendances

Société	<ul style="list-style-type: none">• Croissance démographique, en particulier parmi les jeunes• Pressions sur le système éducatif et le marché de l'emploi• Exode rural, migration• Changement de valeurs
Technologie	<ul style="list-style-type: none">• Meilleure couverture électrique (barrage de Kandaji)• Digitalisation du monde rural• Mécanisation limitée• Morcellement des exploitations agricoles• Meilleure mobilisation de l'eau
Economie	<ul style="list-style-type: none">• Persistance de l'économie informelle• Manque de formation• Répartition inéquitable des investissements• Régression du tissu industriel• Augmentation des ressources financières de l'Etat
Environnement	<ul style="list-style-type: none">• Augmentation des phénomènes climatiques extrêmes• Erosion éolienne des terres• Meilleure protection des espaces naturels
Politique	<ul style="list-style-type: none">• Persistance de l'insécurité transfrontalière• Déplacements de population• Tensions entre éleveurs et agriculteurs dans les zones de transhumance• Manque de coordination des PTF• Décentralisation

Sur le plan **sociétal**, les participant(e)s ont mis l'accent sur la croissance démographique (actuellement 3,9% par an) et l'extrême jeunesse de la population (plus de 60% de la population en-dessous de 15 ans). Bien que le Niger connaisse une baisse du taux de fécondité ainsi qu'une réduction du nombre de mariages précoces, les pressions sur les secteurs de l'éducation, de la santé et du marché du travail restent très préoccupantes. Les phénomènes de l'exode rural vers les grandes villes et l'émigration des jeunes de certaines régions vers les pays de la sous-région, notamment les pays côtiers (côte atlantique), restent préoccupantes. Ceci aura des effets sur la valorisation des potentialités locales, mais potentiellement aussi sur les valeurs sociétales (libéralisme, capitalisme etc.) voire la stigmatisation ethnique – une hypothèse qui a déclenché de vives discussions parmi les participant(e)s.

Au niveau de la **technologie**, les discussions ont souligné le potentiel du barrage de Kandadji qui pourrait offrir une meilleure couverture nationale en électricité, ainsi qu'un plus grand intérêt des population et des pouvoirs publics sur l'énergie solaire. En outre, on constate au Niger une croissance dans la digitalisation du milieu rural, avec surtout plus de connectivité (une probable « révolution numérique ») et une augmentation importante des « villages intelligents ». On témoigne aussi d'une mécanisation des systèmes agricoles, limitée surtout à l'utilisation d'unités de culture attelée, malgré les défis importants environnementaux et politiques (ci-dessous) qui sont sources de diminution des récoltes obtenues, ainsi qu'une augmentation, pour différentes raisons, dans le morcellement des exploitations agricoles. On note également un consensus parmi les participant(e)s qu'une meilleure mobilisation de l'eau (de surface et souterraine) est une tendance croissante au Niger, et très cruciale pour les années à venir.

En ce qui concerne **l'économie**, la discussion a tourné autour de l'importance persistante de l'économie informelle (et un manque de modernisation de l'espace du travail) ; une insuffisance marquée de la formation technique et des spécialisations ; une répartition inéquitable des investissements (géographiques et sectorielles) ; une augmentation de l'importation des produits (particulièrement le riz) ; et une régression du tissu industriel dans le domaine agro-sylvo-pastoral. A l'instar des pays de toutes les régions du monde, le Niger a souffert des effets de la pandémie de Covid-19 du fait des restrictions imposées pour juguler l'évolution du virus, puis des effets collatéraux de la guerre entre l'Ukraine et la Russie. Bien que les effets directs de cette guerre soient minimes (le Niger n'ayant pas beaucoup d'échanges commerciaux bilatéraux avec les deux pays), les effets secondaires causés par ce conflit sur les circuits d'approvisionnement en produits d'importations, notamment les céréales, continuera à avoir un effet néfaste sur les prix des produits alimentaires et de première nécessité, en provoquant par la même occasion un taux d'inflation important (il s'est établi à 4,5% en 2022). Concernant les tendances plutôt positives, les participant(e)s ont mentionné

l'augmentation substantielle des ressources financières de l'État qui pourraient s'améliorer après la construction en cours du Pipeline Niger-Benin.

Les participant(e)s ont parlé d'une même voix sur la situation **environnementale** qui demeure extrêmement préoccupante au Niger. Elle continuera d'être caractérisée par l'amplification des effets extrêmes du changement climatique, de la dégradation accrue des écosystèmes et des catastrophes naturelles – y compris une forte érosion des terres (surtout éolienne) et des cycles météorologiques irréguliers (tempêtes violentes, longues périodes de sécheresse, inondations graves etc.). Même si les dernières années ont déclenché certaines tendances positives dans ce domaine aussi, par exemple une amélioration dans la protection des espaces naturels (protection par la régénération naturelle assistée, RNA) ou un renforcement ainsi qu'une meilleure maîtrise des politiques foncières, les liens entre changement climatique, conflits, et ressources naturelles constituent les paramètres qui vont déterminer dans une large mesure l'avenir du pays.

Ce qui nous amène à la cinquième thématique, qui est celle de la **politique**. Similaire aux dynamiques liées aux changements climatiques, ce sont des risques exogènes, et donc moins contrôlables, qui constituent les défis les plus importants à la sécurité et à la stabilité du Niger. Le pays se trouve coincé entre deux zones de conflits armés transnationales : à l'Ouest, la région frontalière avec le Mali et le Burkina Faso (deux pays ayant subi des coups d'Etat récemment, et avec une forte présence de groupes armés non-étatiques sur leurs territoires) ; et à l'Est, les conflits du bassin du Lac Tchad (qui englobe non seulement la République du Tchad mais aussi le Nigeria et le Cameroun). Dans les deux cas, le Niger se trouve face au banditisme, à des kidnappings, à la criminalité organisée, et à des activités des groupes extrémistes islamistes – dans les régions de Tillabéry et Diffa, tout d'abord, mais de plus en plus tout au long de la frontière Sud avec le Benin et aussi le Nigeria.

Malgré la stabilité politique de l'Etat du Niger, ces défis sécuritaires pèsent lourdement sur la capacité des organes et institutions étatiques à gouverner le pays – ne fût-ce qu'en raison des déplacements internes : en 2021, plus de 530 000 réfugiés, de demandeurs d'asile et de personnes déplacées internes (PDI) résidaient au Niger, un pays qui constituait déjà un important carrefour migratoire, reliant l'Afrique de l'Ouest, l'Afrique centrale et l'Afrique du Nord. Les dynamiques des conflits alourdissent les pressions sur le monde rural en particulier, déjà affaibli par les effets du changement climatique. Le Niger risque donc de se retrouver face aux tensions aiguës entre éleveurs et agriculteurs (surtout dans les zones de transhumance) ainsi qu'à un accroissement des conflits autour des ressources naturelles.

Pendant les discussions entre les participant(e)s à l'atelier, ces considérations conflictuelles, et l'avenir incertain pour le Niger en conséquence, ont éclipsé largement d'autres tendances politiques également mentionnées, y compris une

faible coordination des initiatives des partenaires techniques et financiers (PTF) par le gouvernement, mais aussi, sur une note plus positive, par la forte dévolution des responsabilités en forme d'initiatives de décentralisation et les transferts de compétences et de ressources au niveau des collectives territoriales.

Ces tendances, résumées ci-dessus, ne sont pas exhaustives ni le résultat d'études scientifiques : les paragraphes précédents constituent une synthèse d'une discussion très passionnée de plusieurs heures, menée par un groupe de personnes ayant une grande connaissance des défis actuels au Niger. Sans doute, ces tendances (et beaucoup d'autres) peuvent avoir des effets conséquents sur la sécurité alimentaire et nutritionnelle du pays – individuellement, ainsi qu'à travers les liens et dynamiques complexes qui existent entre elles.

Encore une fois : le but de cet exercice préliminaire de projection n'était pas d'identifier les causes fondamentales de l'insécurité alimentaire, ni de fournir les preuves scientifiques en forme de chaînes de causalité. A la fin de la séance, une liste de tendances préliminaires a été partagée avec les participant(e)s pour leur donner l'opportunité de revisiter les discussions de la journée, et de hiérarchiser ces tendances en vue de renforcer leur crédibilité (est-ce que la tendance est fondée, ou plutôt un avis ou un stéréotype ?) et leur probabilité de réalisation. Après cette « phase d'échauffement » intellectuelle, les participant(e)s se sont réunis pour la deuxième journée du processus.

3. Facteurs transformationnels dans les régions de Maradi et Tahoua

Le Programme phare se focalisera dans un premier temps sur huit communes cibles dans les régions de Maradi et Tahoua. Les interventions du projet se concentreront sur quatre communes à Maradi (sous-bassin versant du Goulbi de Maradi) et quatre communes à Tahoua (sous-bassins versants de la Tarka et de la Maggia) pour assurer, selon les documents de la FAO, les synergies et un plus grand impact (un maximum de deux départements dans chaque région avec un continuum géographique). Les communes choisies devaient avoir l'essentiel de leurs activités agropastorales autour des bassins versants des cours d'eau ciblées – dans les vallées et sur les versants et les plateaux. Ensuite, et jusqu'en 2027, le projet suivra une stratégie d'extension en fonction des financements reçus et des premiers résultats, en ajoutant les régions de Zinder et Dosso.

Dans ce contexte, la deuxième journée de l'atelier de prospective stratégique a commencé par une discussion approfondie des dynamiques et spécificités socio-politiques des deux régions de Maradi et Tahoua – avec comme objectif d'élaborer, à travers des esquisses des scénarios plausibles, préférables et/ou probables, une liste de facteurs transformationnels susceptibles de déterminer le « succès » du programme. Chaque facteur est lié à une vision de l'avenir et – très important à retenir – doit être un facteur que la programmation peut au moins partiellement influencer. Le réchauffement climatique, par exemple, ou bien une cessation des activités des groupes armés non-étatiques dans les pays voisins et au Niger, ne sont pas des facteurs transformationnels sur lesquels les acteurs impliqués dans la mise en œuvre des Programmes phares peuvent créer des visions de « situations idéales », d'ici cinq à dix ans qu'ils aimeraient atteindre, sur le plan de la sécurité alimentaire et nutritionnelle à Maradi et Tahoua.

Maradi est la région la plus peuplée du pays après Zinder, avec un marché à fort potentiel du fait de la proximité avec le Nigeria. Les participant(e)s ont souligné les nombreuses interventions étatiques et une forte présence de bailleurs de fonds (y c. la Banque Mondiale et les agences onusiennes), qui mettent l'accent sur le soutien aux PME, et qui font que Maradi profite des avancées agricoles grâce au développement de filières et de marchés inclusifs. Dans les départements de Madarounfa et Guidan Roundji, il existe un potentiel pour faire évoluer l'agriculture, avec une certaine reprise de la culture de l'arachide et du sésame et la poursuite de l'évolution des superficies consacrées au niébé, selon les participant(e)s, même si la productivité reste fluctuante. Les participant(e)s ont présenté également la zone de Dakoro, qui est dotée d'un fort potentiel pour le bétail mais dont le potentiel est insuffisamment valorisé jusqu'à présent. La région produit également de la pastèque et développe une forte ambition de créer des unités industrielles de jus et de relance des huileries.

Concernant le potentiel positif de la région, les participant(e)s ont mis l'accent sur un fort esprit entrepreneurial des femmes et des jeunes, encouragé et soutenu par

une implication considérable de la société civile. Même les jeunes non-scolarisés du monde rural, selon les participant(e)s, ont un esprit entrepreneurial plus aiguisé que dans d'autres régions du pays. Grâce aux programmes d'autonomisation et d'émancipation des femmes, ces dernières achètent aujourd'hui des terres à leurs noms et les exploitent.

Tahoua, la deuxième région cible, a également un potentiel démographique, agricole et des activités de production tout au long de l'année. Les vallées de la Tarka et de la Maggia sont connues, entre autres, pour leur production d'oignons (les oignons de Galmi). La région est également caractérisée par la présence de phosphate (même s'il reste des doutes sur la rentabilité de l'extraction). De plus, Tahoua bénéficie d'une forte propension au commerce international – avec entre autres la Libye, l'Algérie et le Nigéria.

Bien que Maradi et Tahoua ne subissent pas de conflits armés avec la même intensité que Diffa ou Tillabéry, les deux régions ne sont pas pour autant épargnées par les violences et tensions communautaires. Maradi, particulièrement, reste une région à très haut risque avec un accroissement du grand banditisme (y c. l'enlèvement contre rançon) et l'affiliation à des réseaux de trafic à Zamfara, qui est en train de devenir la région la plus violente du Nigeria. En 2021, plus de 90,000 personnes ont fui Zamfara State pour se rendre à Maradi, où la pression sur les services étatiques augmente, en exacerbant les conflits liés aux ressources naturelles limitées ainsi que les risques sanitaires (choléra etc.).

De plus, selon les participant(e)s, le risque de tensions religieuses continuera dans les années à venir, ainsi que le risque de radicalisation des jeunes – la perception d'une tendance à la déperdition des mœurs et à la perte des valeurs sociétales a fortement préoccupé les participant(e)s pendant la première journée de l'atelier. Bien que ce soit une tendance, son ampleur reste difficile à mesurer, et le consensus parmi les participant(e)s a été assez frappant : ils ont constaté des mauvaises influences de l'extérieur (du Nigeria et d'ailleurs), comme la prostitution de luxe, la drogue, ou la recherche du gain facile ; l'armement illicite des communautés ; et un fort exode des jeunes du monde rural vers les villes (surtout la capitale) comme dynamiques clés de la situation actuelle dans les deux régions.

En termes de **facteurs transformationnels**, les participant(e)s ont d'abord élaboré une première liste de facteurs durant la matinée de discussion. Quelques éléments ont été rejetés par la suite, en raison notamment de l'impossibilité pour les Programmes phares des Nations Unies au Niger de les influencer. Bien que le fil conducteur du Programme phare demeure la gestion des risques liées au changement climatique dans le monde rural, en visant spécifiquement les mesures d'adaptation et prévention face aux cycles saisonniers de plus en plus extrêmes, cinq facteurs transformationnels ont été retenus :

1. **Une meilleure mobilisation et maîtrise de l'eau.** En poursuivant les discussions de la première journée de l'atelier, les participant(e)s ont mis l'accent sur les efforts d'amélioration de la résilience de la population à la variabilité et au changement climatique par la maîtrise de l'eau. A souligner *inter alia* : les préoccupations de la Banque Mondiale de capitaliser les connaissances en matière d'eau souterraine (à travers le *Sahel Groundwater Initiative*), la création en 2022 par le gouvernement d'une Autorité de Gestion des Ressources en Eaux Souterraines du Niger, ainsi que le projet de la Banque africaine de développement (BAD) sur la mobilisation et la valorisation des ressources en eau (PROMOVARE). Ceci s'inscrit dans l'Initiative 3N (« les Nigériens nourrissent les Nigériens ») qui vise entre autres la lutte contre l'insécurité alimentaire et nutritionnelle par le développement de l'irrigation. Le projet de la BAD a démontré que le fonçage de puits pastoraux et la sécurisation des ressources pastorales (le balisage de couloirs d'abreuvement, des aires de pâturages, et des aires de repos etc.) réduisent considérablement les conflits entre agriculteurs et éleveurs.
2. **Une amélioration du taux d'alphabétisation** grâce principalement au maintien des enfants à l'école, mais aussi en ciblant l'alphabétisation fonctionnelle chez les adolescents et les adultes. Les programmes d'alimentation scolaire, menés entre autres par le Programme alimentaire mondial (PAM) en collaboration avec le Ministère de l'Education, notamment la Direction d'Appui à la Gestion des Etablissements (DAGE), peuvent inciter les parents à inscrire leurs enfants à l'école et les y laisser (ce qui réduit le taux d'abandon scolaire, surtout chez les filles). Les écoles fournissent non seulement une éducation de base mais aussi des compétences pratiques (culture de produits alimentaires à forte valeur nutritive et quelques cultures de rente, etc.). Il existe également des possibilités de soutenir les cantines scolaires, en organisant leur approvisionnement à partir des produits locaux, provenant des marchés locaux ou en encourageant les producteurs (agriculteurs, éleveurs, etc.) à produire et valoriser certains aliments. On pourrait même envisager des aliments cultivés dans les jardins scolaires qui génèrent des revenus pour les ménages et les producteurs, en les encourageant ainsi à envoyer leurs enfants à l'école. Cela est de nature à contribuer à la résilience des ménages qui disposeront ainsi non seulement d'un filet de sécurité immédiat contre les chocs, mais aussi de connaissances, à travers l'alphabétisation fonctionnelle, pour se préparer et gérer ces chocs. De plus la scolarisation des enfants et le maintien à l'école des adolescents pourraient contribuer significativement à réduire les mariages et les grossesses précoces.
3. **La transformation numérique inclusive**, activement promue par le gouvernement avec le lancement en 2018 d'un projet dynamique de villages

intelligents (« *smart villages* ») – dans le cadre d’une collaboration de l’Union internationale des télécommunications (UIT), d’autres agences onusiennes et partenaires, et l’Agence nationale pour la société de l’information (ANSI) du Niger. Avec un taux d’électrification faible voire inexistant en milieu rural, allié au manque de maîtrise des outils numériques, une telle « transformation numérique inclusive » est rendue possible à travers le solaire et l’accessibilité à l’Internet à large bande passante, pourra servir de catalyseur du développement durable dans ces zones. Avec déjà 24 centres créés à Maradi et 17 à Tahoua, l’objectif est d’offrir des services numériques dans des domaines tels que la santé, l’enseignement, l’agriculture, les finances et le commerce. Ce facteur transformationnel est de plus étroitement lié à l’ambition d’améliorer le taux d’alphabétisation fonctionnelle (voir ci-dessus).

4. **L’autonomisation et émancipation des femmes.** Les participant(e)s à l’atelier ont fortement mis l’accent sur le rôle important des femmes dans la lutte contre l’insécurité alimentaire et les vulnérabilités face aux chocs climatiques. Du fait de l’exode rural, surtout des (jeunes) hommes, ce sont les femmes qui assurent de plus en plus les activités de production agropastorale. Mais l’accès à la propriété foncière, aux crédits, et à la connexion aux infrastructures reste limité – ainsi que le taux d’alphabétisation fonctionnelle chez les jeunes femmes. Il est à noter que le Niger est à nouveau inscrit comme un des pays cibles pour la nouvelle phase du programme « Accélérer les progrès vers l’autonomisation économique des femmes rurales », mené par ONU-Femmes et les trois agences de Rome (FAO, PAM et le Fonds international de développement agricole, FIDA) qui a commencé en 2022. Ce projet figure dans une série d’initiatives conduites par des ONG et des agences multi- et bilatérales visant l’émancipation économique et sociétale des femmes rurales – en les reconnaissant comme agents essentiels de la transformation économique, environnementale et sociale nécessaire au développement durable.
5. **Une démonstration aux jeunes de comment il est possible de « réussir chez soi ».** Le Niger connaît depuis longtemps « l’insécurité alimentaire » (bien avant que nous ne commençons à utiliser cette expression), une insécurité qui peut être saisonnière, transitoire et/ou chronique. En vue de combler le déficit alimentaire de leurs foyers, les jeunes ont donc aussi une longue expérience de la migration (temporaire ou autre) vers les centres urbains ou bien même vers d’autres pays. Le résultat : un cercle vicieux dans lequel l’exode exacerbe un manque de main d’œuvre adéquate dans l’agropastoralisme, situation qui devient elle-même une cause d’insécurité alimentaire. Les participant(e)s à l’atelier ont passé beaucoup de temps à discuter passionnément de ce sujet qui reste au cœur de toute tentative de programmation à Maradi et Tahoua : comment démontrer aux jeunes que

cela vaut la peine d'y rester ? En ciblant la création d'emplois décents, le Programme phare peut-il viser des activités génératrices de travail tout au long des chaînes de valeurs ? Dans une perspective à cinq, dix ou même vingt ans, la sensibilisation des jeunes au potentiel des projets de développement durable reste vraisemblablement le facteur transformationnel à la base de tous les autres.

Dans le cadre d'une réflexion stratégique qui mène dans un deuxième temps à la programmation, ces facteurs transformationnels ont été retenus par les participant(e)s comme éléments clés dans l'optique de renforcer la sécurité alimentaire et la résilience des communautés rurales face aux défis climatiques. Quel est le potentiel de ces facteurs (individuellement et dans leur ensemble) à mitiger les risques et/ou améliorer les conditions pour une programmation pertinente, efficace et réussie ? A nouveau, il est à retenir que ces facteurs, comme les tendances dans la phase précédente, sont le résultat d'un processus collectif de prospective. Ils se basent sur l'expertise et les connaissances approfondies des participant(e)s, amplifiées par « l'effet de groupe » : les discussions s'enrichissaient à travers les échanges approfondis durant l'atelier, et s'auto-validaient progressivement avec les débats. Bien que les participant(e)s n'aient pas toujours été du même avis, il s'est établi au fur et à mesure un consensus sur les dynamiques sociétales à Maradi et Tahoua, ainsi que sur les enjeux pour la programmation dans le domaine de la sécurité alimentaire au Niger.

4. Eléments préliminaires du « *backcasting* »

La dernière étape d'un exercice de prospective stratégique implique le « *backcasting* » : après avoir établi les facteurs transformationnels à travers un ou plusieurs scénarios de succès dans cinq, dix, voire vingt ans de programmation, nous remontons le temps afin de poser des jalons qui permettent aux projets en question de s'adapter à la vision réaliste élaborée pour l'avenir.

Dans le cas spécifique de cet exercice pilote autour du Programme phare sur la sécurité alimentaire, le *backcasting* sera une activité à entreprendre par l'équipe de la FAO et ses partenaires. Les participant(e)s de l'atelier, provenant pour la plupart de la société civile nigérienne et n'ayant pas toutes les informations sur les modalités de la programmation prévue, n'étaient pas en position d'y contribuer concrètement. A ce fait s'ajoute des raisons temporelles, du fait que les grandes décisions concernant l'encadrement du projet (les régions et les communes ciblées ainsi que le catalogue d'activités possibles) étaient déjà prises. Comme évoqué dans la première section de ce rapport, la prospective stratégique devrait se dérouler de préférence avant l'établissement des grands axes de la programmation.

Certains éléments du *backcasting* ont néanmoins été discutés entre les participant(e)s vers la fin de l'atelier, et peuvent être retenus ici. Ces éléments sont tous étroitement liés à la théorie de changement du Programme phare ; celle-ci constitue le fil conducteur pour poser des jalons. Autrement dit : c'est le *backcasting* qui permet de développer une théorie de changement plus détaillée et plus concrète, en déterminant les produits (« *outputs* »), effets (« *outcomes* ») et impacts tout au long d'une vision stratégique sur la manière dont la programmation pourrait atteindre la transformation souhaitée par la théorie de changement.

La formule « des femmes, des jeunes et des groupes vulnérables » apparaît à plusieurs reprises dans la théorie de changement pour le Programme phare sur la sécurité alimentaire. Les facteurs transformationnels retenus dans la Phase 3 (voir ci-dessus) nous invitent à concrétiser nos réflexions à ce sujet. Qui sont les femmes qui bénéficient déjà, ou qui devraient bénéficier des programmes d'autonomisation économique et d'émancipation sociale ? Peut-on identifier les profils de femmes qui achètent aujourd'hui des terres à leurs noms et les exploitent ? Peut-on décrire la manière dont ces femmes peuvent augmenter la sécurité alimentaire et nutritionnelle de leurs familles, et de leurs foyers ? Une décortication similaire est possible pour « les jeunes », qui seront ciblés par le Programme phare à Maradi et Tahoua : s'agit-il des adolescents des ménages très pauvres qui doivent travailler dans les champs ou participer aux activités pastorales au lieu d'aller à l'école ? Et/ou des jeunes un peu plus âgés qui sont en train de quitter le milieu rural à cause d'un manque d'opportunités (surtout de travail décent avec une perspective professionnelle) ? Ou même de la nouvelle

génération de jeunes entrepreneurs qui serait intéressée à créer, par exemple, des unités industrielles ou artisanales de jus ou de relancer les huileries ?

Un message qui est sorti très clairement des deux jours de discussions est la nécessité d'entreprendre **un « mapping » détaillé des acteurs impliqués** : à la fois des populations cibles, mais aussi une cartographie des projets et programmes existants – y compris les initiatives nationales et régionales du gouvernement et celles des bailleurs de fonds. Ce « mapping » n'implique pas seulement les projets qui sont labélisés « sécurité alimentaire », mais doit viser plus large pour pouvoir retenir les dynamiques sociétales dans lesquelles la programmation aura lieu – sinon on risque d'avoir une déconnexion entre les impacts décrits par le PCC (et donc les théories de changement dans leur formulation actuelle), et la programmation réelle. De plus, les participant(e)s ont insisté à plusieurs reprises sur le fait qu'une telle cartographie doit également inclure **les grands projets infrastructurels et industriels** en cours et/ou prévus à Maradi et Tahoua, car ces projets peuvent exercer une influence majeure (positive ou négative) sur la mise en œuvre du Programme phare. Un exemple à retenir est la création de pôles agro-industriels et agroalimentaires, prévue par la Présidence de la République. En somme, définir des jalons (« *milestones* ») détaillés dans l'optique du *backcasting* peut aider à concrétiser la programmation en posant des questions sur les grandes tendances et événements qui risqueraient d'être oubliées dans la routine et les contraintes temporelles de soumission des documents aux bailleurs.

Le deuxième message clé, lié fortement au premier ci-dessus, est le besoin de **capitaliser sur les liens entre les Programmes phares**. Comme évoqué lors de la discussion sur les facteurs transformationnels, les liens entre la sécurité alimentaire et le taux d'alphabétisation (y compris l'alphabétisation fonctionnelle) sont à explorer davantage, et par conséquent les liens avec le système éducatif (et la transformation numérique). Le Programme phare sur l'éducation, établi en parallèle, se base pour l'instant exclusivement sur l'effet 2 du PCC (« *D'ici 2027, les populations, notamment les femmes, les enfants, les adolescents, les jeunes (garçons et filles) et les groupes vulnérables ont un accès accru, plus inclusif et équitable à des services sociaux de base de qualité, à un emploi décent, à la protection sociale et à la protection contre les pratiques néfastes* »). Deux agences des Nations Unies, la FAO et le PAM sont engagées dans sa mise en œuvre : on trouve dans les activités prévues un « paquet de services » et des « formations modulaires » qui incluent la thématique de l'alimentation et de la nutrition. Des *milestones* communs dans les deux Programmes phares pourraient être envisagés, surtout si le programme sur l'éducation cible les mêmes communes à Maradi et Tahoua que celui sur la sécurité alimentaire.

Un plaidoyer similaire existe pour une collaboration étroite avec le Programme phare « Saraounia » (« Accélérer la mise en œuvre de l'Agenda Femmes, Paix et Sécurité (FPS) et la promotion du genre dans le nexus humanitaire, développement et consolidation de la paix au Niger »). Même si la sécurité

alimentaire est mentionnée une fois dans le premier paragraphe de l'introduction de la « note méthodologique », et bien que le PAM et la FAO soient à nouveau engagés dans ce programme, les liens entre l'Agenda FPS et la sécurité alimentaire ne figurent pas dans ce document pour l'instant. Il s'agit vraisemblablement d'une occasion manquée de promouvoir les rôles importants des femmes dans le renforcement de la résilience et combattre les effets directs et indirects du changement climatique au Niger.

Un troisième message à retenir de l'atelier est l'importance de **renforcer les activités de suivi** tout au long de la mise en œuvre (deux ans + trois ans) et même plus loin encore. Actuellement le budget du Programme phare inclut seulement USD 450,000 (sur USD 80 million, soit 0.56% du budget total) pour des activités d'évaluation. Les participant(e)s à l'atelier ont souligné à plusieurs reprises l'importance d'un suivi continu pour éviter la duplication d'efforts (trop de projets des bailleurs de fonds en parallèle), une meilleure coordination (un faible niveau d'effectivité et efficacité des projets), et plus de complémentarité dans la programmation (une tendance à réfléchir en vase clos). Ceci nécessite des activités de suivi novatrices (et à coûts maîtrisés), en se basant sur des données et des structures organisationnelles existantes. De plus, cette démarche introduirait un focus sur la sensibilité aux conflits (« *conflict sensitivity* »), un thème transversal qui n'est pas mis en évidence dans la documentation actuelle. Ces activités pourraient être menées par les comités de pilotages des Programmes phares, et en particulier par le RCO et sa plateforme d'analyse nationale qui est en cours de lancement.

5. Conclusions

Cet atelier pilote avait pour but de démarrer des échanges au sein du SNU au Niger autour de la prospective stratégique – en suivant les efforts récents du Secrétaire Général António Guterres à intégrer le « *future-oriented policy-making* » dans le travail des Nations Unies, et en utilisant un des nouveaux Programmes phares comme étude de cas.

A retenir : la prospective stratégique, seule, ne produit pas de stratégie en soi, ni une feuille de route. Le « *foresight* » ne donne pas de réponse à l'interrogation « qu'est-ce qu'on doit faire ? » mais peut soulever des questions qui ne sont pas posées d'habitude pendant le développement d'un document de projet.

Particulièrement, la prospective stratégique met l'accent sur nos présuppositions (souvent contestables) et nos attentes (souvent exagérées) de la programmation.

De plus, un atelier de prospective stratégique, tel qu'il a été mené en novembre 2022, ne peut pas être conçu comme une activité isolée : l'atelier constitue le début d'un processus qui accompagnera la mise en œuvre et le suivi du Programme phare. Dans l'optique de promouvoir la réflexion orientée vers l'avenir, ce processus peut améliorer la planification ainsi que la programmation en tant que telle. Comme étapes suivantes, on pourrait envisager une série d'ateliers en collaboration avec les équipes des autres Programmes phares, et tout au long des cinq prochaines années. Un tel processus s'inscrit pleinement dans le mandat du RCO de promouvoir la **coordination stratégique** des agences onusiennes, et de renforcer la collaboration entre elles, y compris dans les efforts d'accompagnement du Niger pour l'atteinte des Objectifs de Développement Durable (ODD).

Conçu comme exercice de départ, les ambitions de l'atelier restaient modestes : clairement, **avec plus de temps, les participant(e)s auraient pu développer de manière plus approfondie différents scénarios** concernant la sécurité alimentaire à Maradi et Tahoua. Néanmoins l'enthousiasme avec lequel les participant(e)s se sont lancés dans les phases préliminaires (qu'est-ce que la prospective stratégique et à quoi ça sert ; quelles sont les tendances « STEEP » au Niger d'aujourd'hui ; et peut-on se mettre d'accord sur quelques facteurs transformationnels qui vont co-déterminer le « succès » du Programme phare) a confirmé à la fois un intérêt certain pour ce type d'exercice, mais a aussi insufflé une dose de réalisme sur ce qu'il est possible de réaliser en huit heures de discussion.

A travers le questionnaire d'évaluation (sous forme anonyme) partagé avec les participant(e)s à la fin de l'atelier, il est apparu clairement que **l'atelier aurait dû être plus long, et que les organisateurs auraient dû partager plus de documents préparatoires** avec les participant(e)s en amont – à la fois des documents qui situent les Programmes phare dans les grands objectifs du SNU Niger (surtout pour les participant(e)s à l'atelier venant de la société civile), mais

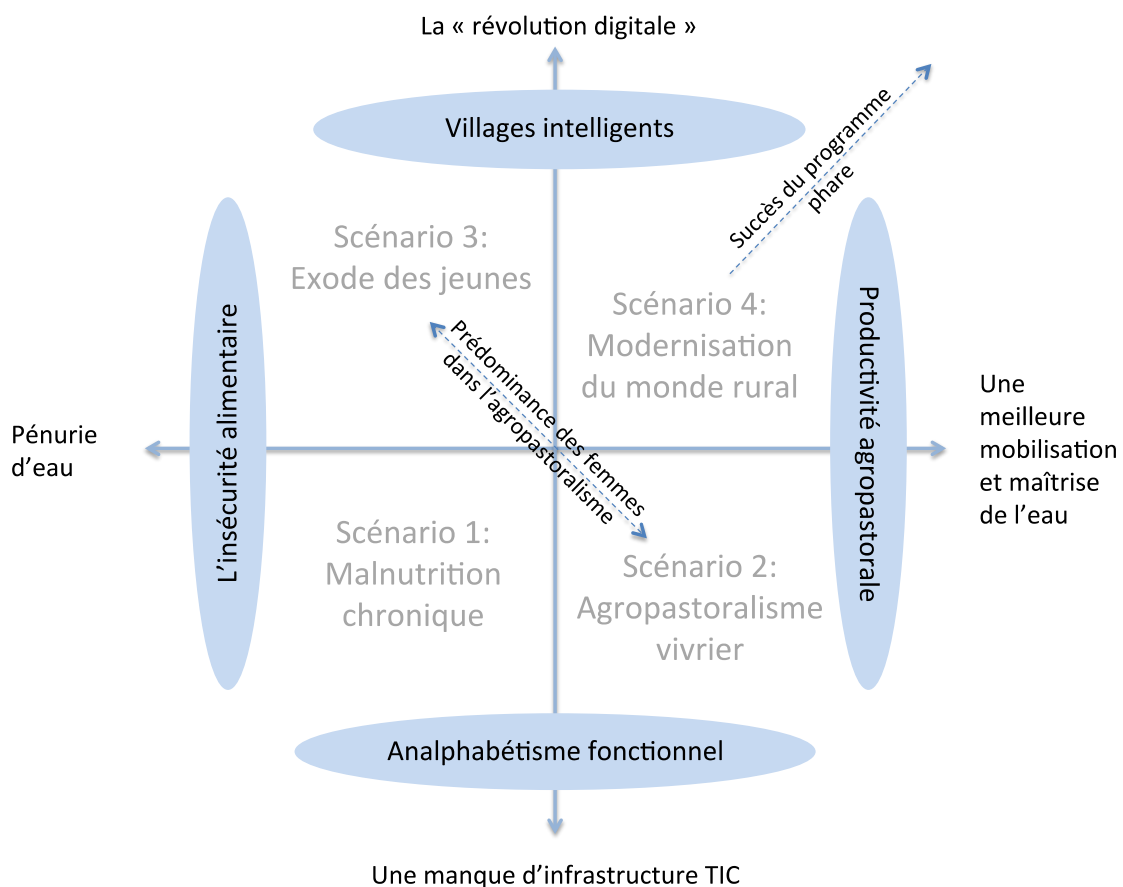
aussi davantage d'information sur les tendances statistiques (telle que l'analyse des effets sur le Niger de la guerre entre l'Ukraine et la Russie, écrit par Dr. Maharouf Oyolola (RCO) et qui a été très appréciée par les participant(e)s). Ceci démontre à nouveau l'enthousiasme pour cette initiative parmi les invité(e)s – bien qu'un processus plus long (en ce qui concerne les heures de préparation ainsi que les heures de discussion elles-mêmes) risquerait de bouleverser leurs agendas déjà chargés. Il convient de tester plusieurs modalités afin de trouver un équilibre qui corresponde le mieux au contexte du Niger.

Bien que l'initiative ait suscité beaucoup d'enthousiasme parmi les invités de la société civile nigérienne (qui ont tous, sans exception, répondu positivement à l'invitation du RCO), et bien que le processus fût soutenu pleinement de la part de la FAO, **plus de travail de sensibilisation et de plaidoyer auprès d'autres agences onusiennes sera nécessaire** pour les prochaines itérations de prospective. Couvrir trois critères de sélection à la fois – privilégier l'expertise nigérienne nationale **et** assurer une représentation des agences onusiennes et partenaires clés du Programme phare, tout en gardant le nombre de participant(e)s en-dessous d'une quinzaine de personnes – sera probablement trop ambitieux. Une option intéressante à tester serait de réunir le comité de pilotage du Programme phare pour une dernière séance de deux heures à la fin de l'atelier – ceci donnera l'opportunité aux participant(e)s de rendre une version « spontanée » et « brute » des discussions au profit de ceux qui vont ensuite prendre les décisions de programmation.

Annexe : Scenarios visuels pour Maradi et Tahoua

Bien que la méthodologie adoptée pour ce projet pilote se soit penchée sur le « *backcasting* » comme dernière étape interprétative de l'exercice de prospective stratégique, il est néanmoins possible d'esquisser quelques scénarios qui ont été évoqués pendant l'élaboration des facteurs transformationnels (voir chapitre 3 ci-dessus). Il est important de souligner que de tels scénarios ne constituent jamais le résultat (« *output* » ou « *deliverable* ») au sens concret du terme : les scénarios dans un exercice de prospective stratégique ne deviennent utiles que quand ils sont mis à disposition des preneurs de décisions pour passer de la question « que pourrait-il arriver ? » à l'interrogation « qu'est-ce que nous ferons ? »

Dans un tel exercice, les scénarios sont par défaut simplistes ; pour être pertinents, il est préférable de se focaliser sur une petite sélection de scénarios possibles et probables afin de guider les réflexions ultérieures des décideurs. Pour démontrer l'interaction des facteurs transformationnels élaborés par les participant(e)s pendant l'atelier, le schéma ci-dessous nous servira d'illustration – en soulignant que c'est une visualisation suggérée par l'auteur de ce rapport, qu'il a produit lui-même, après l'atelier ; raison pour laquelle on la trouve en annexe du rapport.



L'axe horizontal décrit la mobilisation et la maîtrise de l'eau : à gauche nous trouvons une pénurie chronique d'eau (liée entre autres à la récurrence de la sécheresse, de la forte dégradation des terres du fait de leur surexploitation et de

leur surexposition à l'érosion hydrique ou éolienne) et à droite une meilleure mobilisation et une maîtrise adéquate des ressources d'eau à Maradi et Tahoua. En conséquence, les scénarios 1 et 3 sont caractérisés par l'insécurité alimentaire (chronique ou aigüe, selon les circonstances), tandis que dans les scénarios 2 et 4 il y a une amélioration des systèmes de productions agropastorales et aquacoles. La supposition centrale de cette simplification est le lien complexe entre une meilleure maîtrise de l'eau et le développement agricole, sylvicole et pastoral dans les zones saharo-sahéliennes, démontré entre autres par les initiatives de la BAD à Maradi, Tahoua et Zinder (PMERSA-MTZ).

L'axe vertical représente un autre facteur transformationnel : l'espoir de réaliser une transformation numérique en milieu rural. En haut de l'axe nous trouvons une telle « révolution digitale » tandis qu'en bas de l'axe se situe l'inverse : un manque d'infrastructure critique, surtout dans le secteur des TIC. Les « villages intelligents » (et une meilleure disponibilité et accès aux informations agrométéorologiques) figurent en conséquence dans les scénarios 3 et 4, bien que dans les scénarios 1 et 2 nous continuons d'avoir des taux d'alphabétisation fonctionnel très faibles. La supposition principale ici, discutée en détail par les participant(e)s de l'atelier, est la manière dont l'accès aux TIC peut fortement diminuer le taux d'analphabétisme à travers des programmes ciblés d'éducation et de formation professionnelle.

Le Scénario 1 est le plus pessimiste des quatre dessins offerts par cette illustration en deux dimensions. Face à une pénurie perpétuelle d'eau, fortement exacerbée par les effets extrêmes du changement climatique, de la dégradation accrue des écosystèmes et des catastrophes naturelles – mais aussi potentiellement par d'autres chocs exogènes (ex. un débordement d'activités des groupes armés de Tillabéry à Tahoua, ou bien une hausse de banditisme à la frontière entre Maradi et Zamfara State) – les populations rurales continuent d'être en « mode de survie ». Elles sont chroniquement malnutries, possiblement déplacées, et largement dépendantes de l'assistance alimentaire. Les conditions sociétales nationales et même globales (en vue entre autres de la continuation de la guerre en Ukraine, qui pèse de plus en plus fort sur les prix des produits alimentaires importés) ne sont pas assez stables pour l'Etat ou les bailleurs de fonds, pour la mise en place d'infrastructures essentielles. Le Programme Phare du Pilier 3 lui-même a à peine l'espoir d'apaiser leurs détresses.

Le Scénario 2 est légèrement plus optimiste, convaincu qu'une meilleure gestion de l'eau (de surfaces et souterrain) dans les deux régions peut faire une différence significative. Mais les conditions environnementales et socio-politiques restent compliquées : les deux régions souffrent de plus en plus de l'insécurité, une forte érosion des terres et des cycles météorologiques irréguliers – et les projets infrastructurels et industriels ne se réalisent pas en absence d'investissements durables. La pression démographique, les conflits intercommunaux et le déplacement persistant des populations font en sorte que l'objectif de gestion des

ressources naturelles d'une manière inclusive et durable ne peut pas être atteint. Mais les ménages ruraux dans les zones cibles du Programme phare sont néanmoins plus résilients malgré le taux élevé d'analphabétisme, et surtout les femmes peuvent bénéficier d'un appui des agences pour renforcer leur autonomisation socio-économique. Cependant, les activités de production rurales restent majoritairement bloquées au niveau de la subsistance.

Le Scénario 3 envisage l'inverse : la transformation numérique se poursuit à Maradi et Tahoua malgré les chocs exogènes subis par les populations rurales. Le nombre de villages intelligents ne cesse d'augmenter, et grâce aux Programmes phares et la mise en œuvre du PDES (avec l'accent mis par le gouvernement sur l'éducation), l'alphabétisme fonctionnel s'améliore. Mais les défis écologiques et sécuritaires se poursuivent et la mobilisation de l'eau continue d'être un véritable mirage. Les jeunes, mieux « branchés » grâce aux TIC, préfèrent quitter leur milieu rural pour tenter leur chance ailleurs – et comme dans le Scénario 2, ce sont les femmes qui assurent de plus en plus la production agro-sylvo-pastorale dans les communautés.

Le Scénario 4, enfin, constitue la situation souhaitée. Le Programme phare porte ses fruits en proposant des systèmes de production innovants, en créant des emplois décents (surtout pour les jeunes), en promouvant l'émancipation et l'autonomisation des femmes, et en assurant la modernisation du monde rural malgré les multiples chocs exogènes qui frappent nos deux régions. Ne serait-ce qu'avec la transformation numérique, les capacités des communes et des communautés en matière d'adaptation et d'atténuation du changement climatique sont renforcées avec l'introduction des pratiques d'agriculture intelligente face au climat. Un meilleur accès aux informations agrométéorologiques permet de travailler avec les points focaux du gouvernement local sur des initiatives anticipatoires et le renforcement des dispositifs locaux d'alerte précoce. Il en résulte un renforcement des capacités techniques, le développement des chaînes de valeurs durables inclusives et équitables, et en fin de compte un régime alimentaire diversifié et de qualité nutritionnelle reconnue.